

CE MONDE QUI BOUGE

Syrie, mainmise islamiste sur l'opposition ?

Sous la pression des Etats-Unis et de leurs sous-traitants qataris et autres Arabes de service, plusieurs composantes de l'opposition syrienne dont le Conseil national syrien (CNS) ont décidé d'unir leurs rangs et de parler d'une seule et même voix. Dimanche à Doha, sous l'égide du Qatar et de la Ligue arabe, est née la «Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution» dirigée par l'ex-imam de la mosquée des Ommeyyades de Damas, cheikh Ahmad Moaz al-Khatib,



Par Hassane Zerrouky

secondé par l'homme d'affaires et ex-député Riad Seif et Souheir Attassi, figure de la société civile syrienne et membre d'une grande famille de Homs.

Réticent à se fondre dans la nouvelle organisation, le Conseil national syrien (CNS), que des pays européens, notamment la France, et des pays arabes, en particulier ses deux principaux sponsors, le Qatar et l'Arabie saoudite, ont tenté de présenter comme la principale sinon l'unique instance de l'opposition syrienne, a fini par rejoindre la nouvelle structure. Washington, notamment, avait publiquement mis en cause la représentativité du CNS. Il ne pouvait plus «être considéré comme le dirigeant visible de l'opposition», déclarait Hillary Clinton, le sommant de devenir «une partie d'une opposition élargie».

Sans surprise, les pays du Golfe ont aussitôt reconnu la Coalition comme «représentant légitime du peuple syrien». La France a fait de même et reparle de fournir des armes aux insurgés, tandis que les Etats-Unis, qui ont promis leur soutien, n'en estiment pas moins que cette coalition ne représente pas tout le peuple syrien.

En effet, les forces de gauche et kurdes, pourtant très présentes dans la contestation en Syrie, ont refusé de faire partie de cette coalition. Le PYD (principale formation kurde de Syrie), le Comité de coordination national pour les changements démocratiques (CCNDC), qui regroupent les partis de gauche, kurde et nationaliste, des personnalités et des comités locaux, ont refusé de participer à cette manœuvre. «A Doha, il n'y avait qu'une seule partie de l'opposition, celle dominée par les islamistes, soutenus par la Turquie et les pays du Golfe qui travaillent comme sous-traitants des Etats-Unis et de certains pays européens», s'insurge Khaled Issa, vice-président du CCNDC dans les colonnes du journal *l'Humanité*. Deux autres figures historiques de l'opposition syrienne, Michel Kilo et Haytam Manaa, n'en font pas partie et l'ont fait savoir.

Autre fait, la nomination d'un religieux à la tête de l'opposition syrienne, auréolé du prestige lié à la mosquée des Ommeyyades – tout un symbole – est un mauvais signal en direction des peuples arabes et maghrébins. Les médias le présentent comme un «musulman modéré» ce qui, en politique, ne veut rien dire. Modéré ou non, ce qui compte c'est le projet de société qu'il va porter. Et la présence à ses côtés de l'opposant Georges Sabra ne doit pas faire illusion. En 1979, l'ayatollah Khomeini n'était-il pas entouré de laïcs et soutenu par des forces progressistes ?

La création de cette nouvelle organisation censée représenter l'opposition syrienne, voire le peuple syrien, intervient dans un contexte sociopolitique qui a radicalement changé. La configuration politique n'est plus la même qu'il y a un an. La création de l'Armée syrienne libre (ASL), qui coiffe des groupes armés disparates, se réclamant pour une part d'entre eux du salafisme djihadiste, armés et financés par le Qatar et l'Arabie saoudite, a de fait court-circuité et paralysé l'action des comités populaires qui animaient les manifestations pacifiques contre le régime. Progressivement, l'action armée a pris le dessus sur les manifestations pacifiques au grand profit du régime de Bachar al-Assad lequel a poussé également vers cette militarisation. La solution militaire est en train de prendre le pas sur la solution politique négociée. En parallèle, le discours radical à connotation politico-religieuse a pris le dessus sur celui à connotation politico-civile, voire laïque.

En fait, et c'est cela qui inquiète de nombreux progressistes, tout semble être fait pour que la fracture politique en Syrie soit de nature religieuse plutôt que politique. Tout semble être fait pour substituer au clivage politique entre forces sociopolitiques aux projets antagoniques, un clivage d'essence religieuse, les sunnites contre les alaouites et les yazidis kurdes considérés comme des mécréants.

H. Z.

INTERVENTION MILITAIRE AU MALI

La dernière ligne droite ?

Le processus d'élaboration du plan d'intervention militaire dans le Nord-Mali est entré, mardi, dans sa dernière ligne droite. Le projet, entériné dimanche par le sommet extraordinaire de la Cédéao, a été approuvé par l'Union africaine (UA), ultime aval avant le quitus attendu du Conseil de sécurité de l'ONU.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le projet, la formalité africaine accomplie, ne devrait normalement pas tarder à atterrir aux Nations-Unies, institution à qui il revient, au dernier ressort, d'autoriser l'intervention armée dans le Nord du Mali. Le Conseil de sécurité de l'ONU a, pour rappel, accordé un délai de 45 jours, à compter du 12 octobre dernier, à la Cédéao pour lui soumettre un plan opérationnel.

Il semble que les choses sont allées plus vite qu'attendu, puisque la Cédéao a mis de l'entrain pour finaliser rapidement son rapport. Cependant, si l'option d'une solution militaire à la crise malienne se dessine plus clairement à présent qu'elle est dans sa phase de préparation ultime, il n'en demeure pas moins qu'il reste encore une infime chance pour un dialogue devant extraire des mouvements comme Ansar Dine et MNLA des cibles de la force de frappe africaine, laquelle sera forte de 3 300 hommes. Ces derniers ne manquent d'ailleurs pas de



Photo : DR.

faire les «gentils» depuis que le processus d'intervention militaire est sérieusement mis en branle.

Ansar Dine, qui se garde toujours d'évoluer sur une position claire, s'adonne à un exercice de communication soutenu.

Multipliant les interventions médiatiques et les porte-parole, le mouvement travaille à vendre de lui une image d'insurgés pacifiques qui ne mettent aucun préalable à s'asseoir autour d'une table de négociations avec les autorités de transition de Bamako.

Cette disponibilité, à laquelle Bamako ne croit pas trop, était ostensiblement affichée ce mercredi, notamment depuis Ouagadougou où une délégation d'Ansar Dine séjourne

depuis près d'une semaine. Ansar Dine dit, en effet, ne plus faire de l'instauration de la Charia son préalable mais se réserve le droit d'exercer son autorité religieuse sur Kidal, qu'il revendique comme territoire conquis. Cette affirmation fait douter de sa sincérité à vouloir une sortie de crise pacifique au Mali.

En effet, la revendication d'Ansar Dine est en contradiction flagrante avec la notion d'un Etat qui a autorité sur l'ensemble de son territoire. Si Kidal devait faire exception, c'est tout le concept de l'Etat malien qui devrait alors être reconfiguré. N'empêche qu'il demeure encore des volontés qui pensent que la solution par le dialogue est toujours possible, du moins en ce qui

concerne l'extraction d'Ansar Dine à la fréquentation des groupes terroristes.

L'Algérie compte parmi ces Etats. Mais pas qu'elle. L'ONU également ne néglige pas cette piste. Romano Prodi, l'envoyé spécial de l'Organisation internationale pour le Sahel, travaille à réunir à Rome, vers la mi-décembre, une grande conférence des acteurs concernés par la crise malienne.

Une ultime chance accordée au dialogue avant que ne tonnent les canonniers. Une perspective à laquelle l'Algérie n'a pas manqué de se préparer, puisque, selon la Cédéao, elle a assuré de fermer sa frontière avec le Mali en cas d'intervention militaire.

S. A. I.

FACE À LA CRISE DU MALI ET LES DIFFICULTÉS POLITIQUES RÉGIONALES

Ouyahia dans l'habit du rassembleur

«Quand nous serons unis autour du pays et de ses principes immuables mais avec des opinions politiques diverses, divergentes, dès lors, nous pourrions être sereins au sujet de notre pays.» C'est après avoir disserté sur les 50 ans de l'indépendance de l'Algérie, sur le bilan réalisé durant cette période et défendu les listes présentées par le RND, que Ahmed Ouyahia est arrivé à cette conclusion.

L'ex-Premier ministre qui est venu à Boumerdès animer un meeting, estime que la situation dans le monde, aux plans économique et politique, n'est pas fameuse et fait craindre le pire.

«Le monde à nos portes vit une mauvaise situation. Voyons les difficultés des autres pays. L'Algérie tente de convaincre un grand nombre de pays de tenter d'éloigner l'intervention militaire au Mali. Pourquoi ? Parce que tout simplement notre stabilité est liée à la stabilité de nos voisins. Notre unité territoriale est liée à l'unité territoriale de nos voisins.

Ce sont là des principes qui gouvernent les créations des pays africains. Nous disons non à la partition du Mali. Vous voyez donc que la situation n'est

pas fameuse. Nous devons renforcer la stabilité de notre pays aux niveaux local et national.»

Appuyant son assertion, il remonte dans l'histoire du pays jusqu'à 1995 pour citer le contrat de Sant'Egidio qui a, selon lui, failli ouvrir une brèche à la partition du pays. «C'est grâce au refus populaire que l'intervention décidée à Sant'Egidio a été repoussée. Alors que l'Algérie faisait face au terrorisme dans le contexte économique pénible, les Algériens avaient dit non. C'est ce front de refus qui a préservé l'Algérie de sa perte.» «Nous remercions Dieu, matin et soir, quant à la situation de l'Algérie.» «Des pays plus puissants que l'Algérie font des réductions salariales et sont étranglés par la dette. Au plan politique, certains s'attendaient à ce que l'Algérie entre dans le tourbillon du printemps arabe. C'est vrai, nous faisons partie de la civilisation arabomusulmane, mais notre printemps nous l'avons vécu en mars 1962.»

Bilan «positif»

Faisant le bilan des 50 années d'indépendance, Ouyahia estime que le bilan des réalisations est positif. «Nous fêtons le cinquantième anniversaire pendant toute l'année en cours non pas pour festoyer mais pour évaluer la

marche de notre pays. De 1962 à 2012, l'Algérie est sortie des ténèbres vers le progrès. En 1962, il y avait la pauvreté, il y avait des khamès. Aujourd'hui, probablement Bouzegza manque de certaines choses. Il manque le gaz, les routes, le travail.

En 1962, les Algériens de Bouzegza étaient des exilés dans leur pays.

Si nous revisitons le passé ce n'est pas uniquement pour en dissenter. Mais avec le passé, nous convainçons nos jeunes que l'Algérie accomplira un grand destin. Aujourd'hui, le plus grand défi que doit affronter l'Algérie est la bataille de l'espoir, parce que l'espoir secoue les montagnes.

Il y a également la bataille de la confiance. Nos jeunes ont besoin d'être convaincus qu'ils ont un destin dans ce pays et qu'ils ont droit à un travail, à un logement et qu'ils n'ont pas besoin de devenir harraga ou de monter au maquis comme ils l'ont fait par le passé pour détruire leur pays.»

A la fin de son discours, le chef du RND a appelé les citoyens à voter massivement pour les candidats de son parti, gage, selon lui, de bonne gouvernance locale.

Abachi L.